

LES CHIFFRES DU MOIS



73 birmans

ont trouvé la mort dans des centres de détention en Malaisie

600 habitants de la ville de Kyauk Phyu ont protesté contre la décision du gouvernement birman de laisser les navires pétroliers opérer tandis que les pêcheurs n'ont plus le droit de pêcher



Sur **259 prisonniers** libérés par une amnistie en amont de la 2e Conférence pour la Paix, seuls **10** étaient des prisonniers politiques

LES ÉVÉNEMENTS CLEFS DU MOIS

La seconde conférence de Panglong pour le XXI^e siècle s'est tenue à Naypidaw du 24 au 29 mai. Elle a réuni plus de 700 représentants du gouvernement, des partis politiques, de l'armée birmane, des groupes ethniques armés. Les groupes ethniques armés signataires de l'accord de cessez-le-feu de 2015 (NCA) ont pu participer aux négociations, et ainsi débattre des principes de base pour la construction d'un futur État Fédéral. Les groupes non-signataires qui étaient présents disposaient d'un statut « d'invité spécial » qui leur permettait d'assister à la rencontre, mais pas de prendre part aux négociations. Ils ont néanmoins eu l'occasion de se réunir avec la Commission pour la paix et avec Aung San Suu Kyi. Le

dialogue politique a couvert cinq secteurs : politique, sécurité, économique, social et ressources naturelles. Les discussions se sont compliquées sur le principe de « non-sécession » du pays demandé par l'armée birmane. Les groupes ethniques armés ont déclaré que ce principe s'opposait à l'esprit de l'accord de Panglong de 1947 qui était basée sur une coopération libre entre les groupes ethniques armés et le gouvernement de l'époque, et la constitution de l'Union de Birmanie de 1948 évoquant que « tout État doit avoir le droit de faire sécession de l'Union ».

Parallèlement à la conférence de Panglong, les combats se sont intensifiés dans les États Kachin et Shan, et l'armée birmane a continué à bombarder dans ces zones, ce qui entraîne de nouveaux morts et des déplacements de populations civiles.

L'armée birmane a rejeté le rapport des Nations Unies qui évoque des allégations de violations de droits humains à l'encontre des Rohingya. Le Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme signalait de nombreux cas d'incendies volontaires, de tortures, de meurtres extrajudiciaires et de violences sexuelles contre les Rohingya dans l'Etat d'Arakan, précisant que ces violences étaient sans précédents et pouvaient constituer un nettoyage ethnique et des crimes contre l'humanité. L'armée birmane a répondu que sur les 18 accusations de ce rapport, 12 étaient 'incorrectes' et les six dernières étaient basées sur des mensonges ou des faux témoignages. Un déni cohérent avec le refus de coopération avec la résolution du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies qui établit une mission d'établissement des faits pour enquêter sur les violations des droits de l'homme en Birmanie. Le 30 mai, les Nations Unies ont nommé un trio d'experts indépendants afin d'enquêter : Indira Jaising (avocat de la Cours Suprême indienne), Radhika Coomaraswamy (avocat spécialiste des droits de l'homme au Sri Lanka) et Christopher Sidoti (un expert australien des droits humains et ancien membre de la commission des droits de l'homme). Suite à cela, le gouvernement birman a réitéré sa position, rappelant qu'il n'accepterait pas cette mission.

Aung San Suu Kyi en Europe. Le 2 mai, le Haut représentant des Affaires Etrangères et des Politiques de Sécurité de l'Union Européenne Federica Mogherini s'est entretenue avec la conseillère d'Etat Aung San Suu Kyi à propos de la mission d'établissement des faits mandaté par les Nations Unies. Federica Mogherini a publiquement soutenu cette mission lors d'une conférence de presse, rappelant qu'elle avait pour but de rétablir la vérité. Aung San Suu Kyi a répondu que les autorités birmanes s'en dissociaient car cette résolution ne reflétait pas la situation sur le terrain.





Actes de violences et discours de haine continuent de se multiplier. Le 9 mai, un groupe de moines, des bouddhistes ultra-nationalistes, la police et des officiers de l'immigration ont opéré une descente dans le quartier de Mingala Taungnyunt de Rangoun, clamant que les Rohingya se cachaient "illégalement" dans cette zone. La police n'a pas pu vérifier ces allégations, mais les moines en ont profité pour faire monter la tension avec les habitants de ce quartier musulman. Deux habitants ont été blessés lors d'une confrontation entre les moines et les locaux. Deux jours plus tard, deux moines et cinq bouddhistes ultra-nationalistes ont été accusés et arrêtés à ce

sujet, ce qui n'a pas empêché que des menaces de violences à l'encontre des habitants du quartier circulent via les réseaux sociaux, augmentant ainsi l'insécurité.

Dissolution du groupe ultra nationaliste Ma Ba Tha. Le 23 mai dernier, la haute autorité bouddhique Ma Ha Na, a ordonné au groupe ultra nationaliste Ma Ba Tha de mettre fin à toutes ses activités, et notamment l'utilisation de leur nom. Précédemment, la haute autorité bouddhique avait interdit le moine Wirathu de donner des sermons publics après l'éloge de ce dernier aux assassins de l'éminent avocat musulman U Ko Ni.

Le cyclone Mora dévaste l'État d'Arakan. Le 1er juin, le gouvernement annonce que le cyclone Mora a détruit 4 702 habitations et a endommagé 13 595 habitations dans les Etats d'Arakan et Chin, et dans la division de l'Irrawady. Des officiels ont déclaré que de nombreuses écoles, des bâtiments avec des bureaux et des bâtiments religieux ont été complètement détruits tandis que des hôpitaux et des ponts ont été abîmés. Les destructions les plus intenses étaient à Maungdaw. Les camps de déplacés internes de l'Etat d'Arakan et de réfugiés du côté bangladais ont également été particulièrement touchés. Il semblerait qu'il n'y ait aucun effort de la part du gouvernement afin d'appuyer les déplacés internes affectés et les réfugiés.



Aung San Suu Kyi s'est rendu en Chine pour assister au sommet « One Belt One Road » (OBOR) qui avait pour but d'explicitier les contours de ce plan qui aspire à ressusciter l'antique Route de la soie. L'OBOR prévoit plus de 1000 milliards afin de construire un réseau d'autoroutes, de voies ferrées, de routes maritimes dans le but de relier la Chine à l'Asie Centrale, l'Asie du Sud, l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Europe. Le port en eau profonde de Kyauk Phyu entre également de le plan de l'OBOR. La Chine a d'ailleurs signalé sa volonté d'abandonner le projet de mégabarrage Myitsone

LES FOCUS DU MOIS

DEUXIÈME CONFÉRENCE POUR LA PAIX EN BIRMANIE: QUELLES AVANCÉES?

Plus d'un an après l'entrée en fonction au gouvernement de la Ligue Nationale pour la Démocratie, la réconciliation nationale qui était annoncée comme la priorité semble toujours lointaine. Dès le début de son mandat, Aung San Suu Kyi s'est appuyée sur l'image héroïque de son père et sur l'accord obtenu en 1948 avec certains groupes ethniques armés, pour relancer les négociations de paix. Un défi colossal, très attendu par les minorités ethniques qui demandent depuis plus de 70 ans la paix et l'instauration d'un État Fédéral leur garantissant plus d'autonomie et la reconnaissance constitutionnelle de leurs droits.

Le nouveau cycle du processus de paix s'est alors ouvert en août 2016 avec la Conférence de Panglong pour le XXI^e siècle. Cette rencontre a été vivement critiquée pour son manque d'inclusion, mais également en raison de l'absence de compromis de la part de l'armée birmane. Les mois qui ont suivi ont vu une intensification entre l'armée birmane et les groupes ethniques armés dans le nord-est du pays, mais également une aggravation des tensions entre les groupes ethniques armés eux-mêmes.

Suite aux élections de 2015 et malgré la défaite du gouvernement du général Thein Sein, le Chef des armées s'était engagé à œuvrer pour la stabilité, l'unité et le développement du pays. Mais depuis, l'armée birmane n'a cessé de miner le processus de paix et de bafouer les droits de l'Homme. La rapporteuse spéciale des Nations Unies pour les droits de l'homme en Birmanie a même rappelé que « la situation de ces dernières années n'a jamais été aussi grave qu'aujourd'hui ».



Réunion de l'UPDJC en amont de la seconde Conférence de Panglong pour la paix, Mizzima

Les rencontres de la Conférence de Panglong pour la paix

La deuxième Conférence de Panglong, initialement prévue le 28 février et repoussée à deux reprises, a finalement commencé le 24 mai. Elle a réuni 1400 représentants du gouvernement, du Parlement, de l'armée birmane, des partis politiques, des groupes ethniques armés et de la société civile.

Jusqu'au dernier moment, un doute planait quant à la participation de certains groupes ethniques armés aux discussions de paix, notamment celle des groupes les plus influents comme les Kachin et les Wa. En effet, la signature de l'accord de cessez-le-feu (NCA) était annoncé comme un impératif pour la participation à cette nouvelle conférence, condition inenvisageable pour certains groupes ethniques armés qui en dénoncent les termes depuis le départ et qui l'ont de nouveau affirmé en avril dernier. Le Comité Conjoint pour le Dialogue de Paix de l'Union birmane (L'UPDJC) a finalement invité tous les groupes ethniques armés à être présents à la seconde conférence, ce qui représente une étape symbolique importante pour que ce processus soit inclusif. Cette décision serait en grande partie due à l'intervention des représentants politiques chinois, qui auraient plaidé pour la présence des groupes de l'Alliance du Nord, en conflits actifs à proximité de la frontière chinoise. Les groupes non signataires du NCA disposent d'un statut « d'invité spécial », qui ne les autorise pas à prendre part aux débats. Sur les 15 organisations ethniques présentes, seuls huit sont des signataires du NCA menée par la Karen National Union (KNU). Les sept autres groupes se sont ralliés sous les Wa, ont affirmé qu'ils ne signeraient pas le NCA et qu'une alternative devait être trouvée pour qu'ils puissent prendre part au dialogue politique. Cinq groupes de l'UNFC (United Nationalities Federal Council) – alliance majeure depuis deux ans, mais aujourd'hui en train de s'effriter car des groupes puissants tels que la Kachin Independence Army ou les Shan State Progressive Party ont rejoint les Wa au sein du nouveau bloc de groupes ethniques armés, le FPNCC (Federal Political Negotiation Consultative Committee) – ont refusé de se rendre à la conférence en raison du statut qui ne leur permettait pas de prendre part aux négociations.

Les discussions

Dés le discours d'ouverture, l'armée a tenu à rappeler son pouvoir, énonçant les trois causes nationales qui incluent la non désintégration de l'Union, la non désintégration de la solidarité nationale et la perpétuation de la souveraineté. Alors que peu avant la conférence, il a été décidé au cours d'une réunion avec l'UPDJC que les divisions et les États seraient en mesure d'écrire leurs propres constitutions, l'armée a tenu à réaffirmer que cela devait se faire conformément à la constitution de 2008. Aung San Suu Kyi a quant à elle rappelé que le NCA était un accord acceptable et représentait l'un des objectifs majeurs de cette conférence.

Des discussions ont eu lieu entre les participants « officiels », excluant de fait du débat les groupes ethniques non signataires du NCA. Plusieurs des sujets de discussion définis par l'UPDJC ont été abordés : sur 45 points définis, 37 ont été acceptés au consensus tels que la démocratie fédérale, le droit à l'autodétermination, les droits égaux pour tous les groupes ethniques armés ainsi que la décentralisation des pouvoirs aux zones autonomes. Mais de forts désaccords sont apparus entre le gouvernement civil et les militaires d'une part, et les groupes ethniques armés d'autre part, sur la question de non-sécession que les groupes ethniques armés refusent, notamment car cela est énoncé dans la constitution de 2008 et que les groupes ethniques armés défendent l'auto-détermination et l'autonomie, et non la sécession. Plusieurs partis ethniques ont à ce sujet évoqué la nécessité de tenir une consultation publique dans les États ethniques, à travers les rencontres organisées pour la dialogue politique.

Pendant ce temps, les groupes ethniques armés non signataires, membres du FPNCC, ont rencontré Aung San Suu Kyi. Une première réunion a rassemblé les armées de l'United Wa State Army (UWSA), Kachin Independence Army (KIA), Shan State Progressive Party (SSPP) and National Democratic Alliance Army (NDAA). Une deuxième rencontre a réuni la Myanmar National Democratic Alliance Army (MNDAA), l'Arakan Army

(AA) et la Ta'ang National Liberation Army (TNLA), trois groupes auxquels on avait imposé des restrictions particulières pour leur participation à la première conférence qui devait être ouverte à tous : qu'ils déposent les armes. Le responsable des affaires externes des Wa a par la suite annoncé qu'il s'agissait d'une première étape, même si aucun sujet sérieux lié au processus de paix n'avait été abordé. Un membre de la TNLA a pour sa part déclaré que ce premier rendez-vous était un premier pas pour sortir de l'impasse dans laquelle se trouve le processus. Ces groupes devraient revoir des représentants du gouvernement dans les semaines à venir. Ils ont quitté la conférence avant la fin car ils ne pouvaient participer aux négociations.

—

Les progrès de cette seconde rencontre doivent être soulignés, notamment car le fait de réunir autant d'acteurs, dont des groupes ethniques armés à qui l'armée birmane avait catégoriquement refusé la présence, démontre les efforts du gouvernement pour un processus inclusif. Cependant, il reste beaucoup à faire. Les problèmes de la première conférence se répètent et le cadre du processus de paix reste le même que sous Thein Sein : tous les groupes ethniques ne disposent pas du même statut, et les négociations passent obligatoirement par le NCA. Ce système limite la possibilité d'aboutir à de véritables discussions pour la paix, notamment car les décisions prises jusque-là ne sont pas représentatives de tous les groupes ethniques armés. D'autre part, plusieurs représentants de la société civile présents à la conférence – avec le statut d'observateur – ont rappelé la nécessité d'un réel espace et d'une plus grande implication. La participation des femmes n'était toujours pas au rendez-vous de cette deuxième conférence malgré les promesses du gouvernement à la suite de la première rencontre de Panglong pour que celle-ci atteigne 30%, ce qui ne fut absolument pas le cas (7% du côté gouvernemental, 20% du côté des groupes ethniques). Alors que l'inclusivité est l'égalité entre tous les groupes ethniques armés est la clé d'un solide processus de paix, le gouvernement birman répète les mêmes erreurs.

BIRMANIE: LE BARRAGE HYDROÉLECTRIQUE DE MYITSONE VERRA-T-IL LE JOUR ?

La visite du Président birman U Htin Kyaw en Chine au début du mois d'avril a relancé les interrogations autour du projet de barrage hydroélectrique de Myitsone, financé par la Chine à hauteur de 3,6 milliards de dollars.

Projet de barrage hydroélectrique de Myitsone



Dès le début des travaux en 2008, le projet a essuyé de vives critiques. Initiée sans que les communautés locales n'aient été consultées, la construction de ce barrage géant doit entraîner à terme le déplacement de

11 800 personnes, en plus de conséquences désastreuses sur l'environnement. La finalité du projet est elle aussi très contestée: 90% de l'électricité produite est destinée à la Chine alors que 70% des Birmans n'ont toujours pas un accès continu à l'électricité. La résistance à ce projet de barrage situé dans l'État Kachin est rapidement devenue emblématique de la lutte des minorités ethniques pour le respect de leurs droits et de l'environnement, mais aussi pour plus d'autonomie. Le mouvement d'opposition au projet a connu un important essor au moment de l'ouverture politique de la Birmanie, à tel point qu'en 2011, le Président Thein Sein a annoncé la suspension des travaux. Une décision régulièrement dénoncée par l'entreprise chinoise en charge du projet, la State Power Investment Corporation (SPIC), ainsi que par le gouvernement chinois, qui n'ont jusqu'à présent pas réussi à obtenir la relance du projet.

L'arrivée au gouvernement de la Ligue Nationale pour la Démocratie, menée par Aung San Suu Kyi, a pourtant ravivé les inquiétudes des opposants au projet. Si Daw Aung San Suu Kyi avait critiqué le barrage avant son accession au gouvernement, sa position est aujourd'hui plus ambiguë. Il faut dire que l'enjeu est de taille pour le gouvernement birman. En pleine transition politique et économique, le pays cherche à maintenir de bonnes relations avec son puissant voisin. Le gouvernement civil a également besoin de l'appui de son voisin chinois au sujet des conflits qui continuent d'opposer Naypyidaw à certains groupes ethniques dans la zone frontalière avec la Chine.

La récente visite du Président birman en Chine a donc été suivie avec attention. S'il est certain que la question du barrage de Myitsone était inscrite à l'agenda et qu'un premier accord sur le sujet a été conclu, aucune précision n'a été donnée sur son contenu. Certains journaux, dont l'agence de presse Reuters, avancent cependant que le gouvernement de Xi Jinping serait prêt à renoncer au barrage de Myitsone, en échange de certains avantages économiques.

Une compensation financière pouvant atteindre 800 millions de dollars aurait ainsi été évoquée. Une somme que l'entreprise chinoise en charge du projet serait en droit de réclamer à la Birmanie en vertu d'un accord bilatéral d'investissement signé entre les deux pays en 2001. Ce traité permet aux entreprises, via un tribunal d'arbitrage, de réclamer un dédommagement à un État dont les décisions pourraient porter atteinte à ses profits. Très controversés, les tribunaux d'arbitrage favorisent les investisseurs privés au détriment des populations locales. Le cas du barrage de Myitsone renforce ce constat. Le versement de plusieurs centaines de millions de dollars par un pays en développement et en pleine transition démocratique à une entreprise pour un projet controversé et initié sous une junte militaire ne peut en effet que remettre en cause la légitimité d'un tel mécanisme.

Il semblerait cependant que la perspective d'une compensation financière ne soit évoquée que pour pousser le gouvernement birman à opter pour une seconde option, privilégiée par Beijing. Plutôt que le versement d'une importante somme d'argent, le gouvernement de Xi Jinping semblerait en effet préférer la concession de certains avantages économiques et stratégiques, notamment la possibilité de développer d'autres barrages hydroélectriques de plus petite taille en Birmanie. Les autorités chinoises souhaiteraient aussi accélérer le développement de projets de grande ampleur favorables aux intérêts chinois, en particulier la Zone Economique Spéciale (ZES) de Kyaukpyu. La Chine chercherait notamment à obtenir un accès préférentiel au port que comportera la zone, qui favoriserait grandement ses échanges maritimes avec le reste du monde en lui donnant un accès à l'océan Indien.

Si une telle solution peut à première vue paraître plus satisfaisante que la première, elle risque de ne faire que déplacer le problème. Le barrage de Myitsone est vivement critiqué parce que les populations touchées par le projet n'ont pas été consultées avant le lancement des travaux, alors même que son impact social et environnemental est particulièrement désastreux. Si d'autres projets similaires devaient voir le jour, il est indispensable que les communautés locales soient consultées et que des études d'impact environnemental (EIA) soient systématiquement menées. Or, si le contenu de ces études a été bien défini par la loi birmane, elles restent trop peu appliquées du fait d'un manque de personnel suffisamment formé et parce qu'elles sont limitées aux projets de grande ampleur. Et lorsqu'elles sont réalisées, les EIA servent trop souvent à légitimer les projets qu'elles précèdent, sans que leurs recommandations soient prises en compte. Il est donc fondamental que les autorités birmanes systématisent le recours aux EIA et rendent obligatoire la mise en œuvre de leurs recommandations, avant de permettre le développement de tout nouveau projet. Quant à la ZES de Kyaukpyu, elle fait l'objet de nombreuses controverses. Implantée dans l'Etat d'Arakan marqué par des tensions entre plusieurs ethnies, elle a entraîné d'importantes confiscations de terres qui contribuent à renforcer ces tensions. Plusieurs enquêtes sur le terrain ont démontré que les populations concernées n'avaient que peu d'informations sur l'avancée du projet alors qu'il pourrait entraîner l'expulsion de près de 20 000 personnes.

A l'heure actuelle, il semblerait que la décision du gouvernement birman quant au devenir du barrage de Myitsone soit suspendue à la publication du rapport final de la commission créée en 2016 par Daw Aung San Suu Kyi pour évaluer l'impact du projet. Il est fondamental que tout accord conclu entre les gouvernements chinois et birman prenne en compte les droits et les attentes des populations affectées. Une forte mobilisation a permis la suspension des travaux à Myitsone et la reconsidération de l'impact de ce projet sur les populations et l'environnement. Malheureusement, de nombreux autres projets d'infrastructures, souvent soutenus par des investisseurs étrangers, continuent de se développer en Birmanie au détriment des communautés locales. Le gouvernement birman doit reconsidérer ces projets et systématiser la consultation des populations affectées ainsi que la mise en œuvre d'études d'impact environnementales.